



**DECISION N°076/2022/ARMP/CRD DU 27 JUILLET 2022
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS (CRD) STATUANT
EN COMMISSION LITIGES SUR LE RECOURS DE GEOTOP INGENIERIE
CONTESTANT L'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE L'APPEL D'OFFRES RELATIF AUX
TRAVAUX D'ENTRETIEN DE LA PISTE DE PATAR SINE TELLAYARGOUE –
DIAKHAO, LANCÉ PAR LA COMMUNE DE PATAR SINE**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

VU la loi n° 2022-07 du 19 avril 2022, modifiant la loi n° 65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics, modifié par le décret n° 2020-22 du 7 janvier 2020 portant modification de l'article 76 du Code des Marchés publics ;

VU le décret n° 2017-527 du 11 avril 2017 portant nomination des membres du Conseil de Régulation (CR) de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), modifié par le décret n° 2018-802 du 30 avril 2018 ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP du 20 mai 2008 portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

VU la résolution n° 09-12 du 13 décembre 2012 instituant le versement d'une consignation pour la saisine du Comité de Règlement des Différends ;

VU la résolution n° 07-20 du 28 avril 2020 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP ;

VU le recours de l'entreprise GEOTOP INGENIERIE reçu le 30 juin 2022 ;

VU la quittance de consignation n° 100012022002821 du 30 juin 2022 ;

VU la décision de suspension n°041/2022/ARMP/CRD/SUS du 4 juillet 2022 ;

Sous le rapport de madame Mame Aïssatou Dieng TRAORE, Coordinatrice de l'Instruction des Recours ;

Après consultation de monsieur Mamadou DIA, Président ; de madame Aïssé Gassama TALL ; messieurs Moundiaye CISSE et Mbareck DIOP, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'ARMP, secrétaire rapporteur du CRD ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente décision fondée sur la recevabilité du recours :

LES MOYENS DEVELOPPES A L'APPUI DU RECOURS

Ils sont de deux ordres :

- 1) les moyens censés justifier le rejet de la décision d'attribution et qui portent sur les manquements suivants:
 - le non-respect des critères de qualification portant sur l'expérience mentionnés au point 3.1 et 3.2 de l'annexe A du DAO par l'attributaire provisoire. A ce propos, la requérante soutient que l'autorité contractante, à la place, d'une réponse précise à cette interpellation s'est appuyée sur le prétexte d'une digression pour éluder la question. Elle soutient que l'autorité contractante s'est, en effet, contentée, dans sa réponse, d'aborder la question de la non présentation des pièces administratives dans l'offre de l'attributaire ; un manquement qui, selon elle, n'est pas un critère éliminatoire en référence aux dispositions de l'article 44 du Code des Marchés publics ;
 - la violation de l'article 84 du CMP à travers la discordance notée entre le nombre d'offres reçues indiqué sur l'avis d'attribution provisoire publié (03) comparé à celui mentionné dans le procès-verbal d'ouverture des plis (05) ;

Sans aucune explication, la requérante complète ce tableau en signalant que la décision d'attribution provisoire s'est faite en violation des dispositions des articles 59, 68, 69, 70 et 84 du Code des Marchés publics.

- 2) le moyen censé invalider l'élimination de son offre :

Sur le grief opposé à sa lettre de soumission jugée non conforme pour une erreur sur le destinataire (Maire de Patar Sine au lieu de Maire de Dabaly), la requérante informe y avoir remédié à la demande du Consultant de la commission des marchés et la correction envoyée à l'adresse email suivante : naawelentreprise@gmail.com. Elle signale au passage avoir reçu des assurances sur les chances de son offre de gagner le marché pour avoir proposé un montant qui cadre avec le budget estimatif du marché.

LES ARGUMENTS DONNES PAR L'AUTORITE CONTRACTANTE

L'autorité contractante récusé dans sa réponse au recours gracieux ainsi que dans sa lettre de transmission des documents, les accusations de manquements relevées par la requérante en apportant les précisions suivantes :

Sur la non satisfaction des critères de qualification (point 3.1 et 3.2 de l'annexe A du DAO) par l'attributaire provisoire :

L'attributaire provisoire a rempli toutes les exigences relatives aux critères de qualification excepté celui portant sur la fourniture des pièces administratives énumérées à l'article 44 du CMP qui, selon l'autorité contractante, ne peut justifier son élimination dans la mesure où ce manquement peut faire l'objet de régularisation avant le prononcé de l'attribution provisoire.

Sur le point relatif au nombre d'offres reçues :

Le maire de Patar Sine explique la discordance par la démarche de la commission des marchés qui a fait le choix de ne retenir dans le décompte que les offres jugées conformes

PO03-EN07 - 01



après avoir écarté les deux offres suivantes lors de l'examen détaillé pour les motifs suivants :

- l'offre de la requérante : elle est jugée non valide pour non-conformité de sa lettre de soumission pour une erreur sur le destinataire ;
- l'offre du soumissionnaire EDD SARL : elle est non retenue pour défaut de production d'une ligne de crédit.

Pour conclure, le Maire de Patar Sine relativise l'importance de cette discordance en signalant qu'elle peut être rectifiée sans que cela entache la sincérité des résultats de l'évaluation.

L'OBJET DU LITIGE

Il résulte de la saisine et des faits qui la sous-tendent que le litige porte sur le bien-fondé i) du rejet de l'offre de l'entreprise GEOTOP INGENIERIE pour non-conformité de sa lettre de soumission et ii) de la qualification de l'attributaire provisoire relativement aux critères portant sur l'expérience mentionnés aux points 3.1 et 3.2 de l'annexe A du dossier d'appel d'offres.

EXAMEN DU RECOURS

- Sur le rejet de la lettre de soumission de la requérante

Considérant que selon la clause 12.1 des instructions aux soumissionnaires, le Candidat soumettra son offre en remplissant le formulaire fourni à la Section III, Formulaires de soumission. Le formulaire de soumission de l'offre doit être utilisé tel quel et toute réserve ou divergence majeure entraînera le rejet de l'offre. Toutes les rubriques doivent être remplies de manière à fournir les renseignements demandés ;

Considérant qu'en application de cette clause, le dossier d'appel d'offres du marché litigieux a prévu un formulaire de lettre de soumission à remplir par le candidat et comportant, entre autres mentions obligatoires, le numéro de l'appel d'offres, le nom complet de la personne signataire de l'offre ou ayant pouvoir à signer l'offre pour et au nom du candidat, le nom complet de l'autorité contractante, une brève description des travaux et le délai d'exécution ;

Que ledit formulaire précise que le format de la lettre ne doit pas être modifié ; toute réserve ou déviation majeure, par rapport à ce format, pourra entraîner le rejet de l'offre ;

Considérant que l'offre de la requérante a été écartée à l'étape de l'examen préliminaire au motif que sa lettre de soumission est adressée au Maire de la Commune de Dabaly et non au Maire de Patar Sine, maître d'ouvrage des travaux ;

Considérant qu'il ressort de l'instruction que le formulaire de soumission ne fait nullement mention d'indications sur le destinataire de la soumission ; que le mail relatif à la correction de l'erreur sur le nom du destinataire de la lettre adressée au Consultant du comité d'évaluation (M. Gueye) a bien été transmis, sans accusé de réception, à l'adresse : naawelentreprise@gmail.com ;

Que les informations contenues dans la lettre de soumission signée par le Directeur de l'entreprise GEOTOP INGENIERIE et qui portent, notamment sur les travaux à exécuter le délai d'exécution du marché, le numéro de l'appel d'offres, sont conformes aux exigences du DAO ;

Qu'il s'en infère que la confusion, commise par la requérante sur sa lettre de soumission à propos du destinataire, n'est pas substantielle en ce qu'elle ne suffit pas pour constituer un obstacle rédhibitoire à l'examen de son offre ;

Qu'en conséquence le grief soulevé par la commune de Patar sur ce point est mal fondé ;

- Sur la qualification de l'attributaire provisoire

Considérant que l'article 44 du Code des Marchés publics prévoit que sous réserve du respect de ses droits en matière de protection de la propriété intellectuelle ou industrielle et de la confidentialité des informations concernant ses activités, tout candidat à un marché public doit justifier qu'il dispose des capacités juridiques, techniques, financières et environnementales requises pour exécuter le marché, en présentant tous documents et attestations appropriés énumérés par le dossier d'appel à la concurrence ;

Considérant qu'en application de cet article, il est requis dans le DAO, entre autres exigences, que le candidat doit disposer :

- d'une expérience générale de travaux à titre d'entrepreneur au cours des sept (7) dernières années à compter de 2013 qui précèdent la date limite de dépôt des soumissions ;
- d'une l'expérience spécifique en tant qu'entrepreneur ou sous-traitant, justifiée par la réalisation d'au moins deux (02) marchés au cours des cinq (05) dernières années à compter de 2016 avec une valeur minimale de Deux Cent Cinquante Millions (250 000 000) F CFA chacun, exécutés jusqu'à leur terme de manière satisfaisante, et qui sont similaires aux travaux proposés. La similitude portera sur la taille physique, la complexité, les méthodes/technologies ou autres caractéristiques telles que décrites dans la Section IV, Etendue des Travaux ;

Considérant que la preuve de la réalisation d'un marché similaire devra être faite selon les stipulations du DAO par la production obligatoire :

- d'attestation de travaux faits ou le procès-verbal de réception délivré par le maître d'ouvrage, détaillant la consistance des prestations réalisées, la valeur des travaux, la période de réalisation et les coordonnées du maître d'ouvrage (téléphone, email, etc.) ;
- ou une copie (lettre de marché ou acte d'engagement) du contrat signé et enregistré ;

Qu'à défaut le marché indiqué à titre d'expérience spécifique ne sera pas comptabilisé ;

Que le DAO prévoit en outre que le candidat doit, dans le cadre de l'expérience spécifique, justifier d'une expérience de travaux d'infrastructures portant sur 150 m² de chaussée en béton armé et 5000 m³ de latérite en couche de roulement de piste au cours des cinq dernières années à compter de 2016 ;

Considérant que la requérante conteste l'expérience de l'attributaire provisoire sans donner d'indications sur les critères en cause ;

Considérant qu'il ressort de l'instruction que pour satisfaire ce critère, l'attributaire provisoire en l'occurrence A&A BUSINESS SOLUTION a produit, en tant qu'entrepreneur, au titre de son expérience générale et spécifique, les attestations de service fait des travaux ci-après qu'il a réalisés portant sur la :

- construction d'une piste de production de onze (11) km d'un montant de Cent Soixante-Cinq Millions Cinq Cent Quarante Six Sept Cent Quatre Vingt Huit (165 546 788) F CFA HT pour le compte de la Fédération nationale des GIE Pêche du Sénégal, en 2019 ;
- réalisation en 2017 de la piste de production reliant Dialgé - Touba Mouride - Nioro Alassane Tall et Ngayène Thiébo pour le compte de la Commune de Nioro Alassane Tall, sur un linéaire de 17 000 mètres linéaires (ML) d'un montant de Trois Cent Douze Millions Cinq Cent Quatre Vingt Cinq Mille Sept Cent Cinq (312 585 705) F CFA TTC ;
- construction en 2017 de la piste communautaire de Pinthie pour le compte de la Commune de Kayar sur un linéaire de 18,385 Km pour un montant de Trois Cent Quinze Millions Cinq Cent Quinze Mille (315 515 000) F CFA TTC ;

Considérant que la comparaison de ces informations contenues dans l'offre de l'attributaire provisoire avec celles contenues dans le rapport d'analyse met en exergue un décalage dans les réalisations. Celui-ci indique en effet que l'attributaire provisoire a rempli le critère relatif à l'expérience générale sur la base d'une dizaine d'ouvrages réalisés depuis sa création en 2010 et des cinq (05) références qu'il a produites au titre de son expérience spécifique dont trois (03) jugées conformes, sans les nommer ;

Considérant par ailleurs que ledit rapport tout comme l'offre de l'attributaire ne font nulle part mention de la satisfaction par l'attributaire provisoire du critère relatif à l'expérience spécifique et portant sur des travaux d'infrastructures portant sur 150 m² de chaussée en béton armé et 5000 m³ de latérite en couche de roulement de piste ;

Que la commission des marchés aurait dû remédier à ce manquement en sollicitant de l'attributaire et/ou des émetteurs des attestations de service fait des informations complémentaires relatives aux travaux visés, aux fins d'apprécier la qualification de l'attributaire provisoire par rapport à cette exigence ;

Que ne l'ayant pas fait, la décision de l'autorité contractante, sur ce point, n'est dès lors pas justifiée ;

Qu'en conséquence, tenant compte de tout ce qui précède, il y a lieu d'ordonner la reprise de l'évaluation des offres reçues au titre du marché relatif aux travaux d'entretien de la piste de Patar Sine - Tellayargouye - Diakhao ;

Considérant par ailleurs qu'en ce qui concerne le nombre d'offres reçues indiqué sur l'avis d'attribution provisoire publié – trois (03) en lieu et place de cinq (05), il y a lieu de préciser qu'il n'entache en rien la régularité de la procédure dès lors qu'après réévaluation, une nouvelle publication de l'attribution provisoire devra intervenir prenant en compte la correction de cette discordance ;

Que le recours ayant prospéré, il y a lieu de restituer la consignation ;

PO03-EN07 – 01



PAR CES MOTIFS :

- 1) Constate que l'offre de la requérante a été écartée à l'étape de l'examen préliminaire au motif que sa lettre de soumission est adressée au Maire de la Commune de Dabaly et non au Maire de Patar Sine, maître d'ouvrage des travaux ;
- 2) Constate que le formulaire de soumission, inséré dans le DAO, ne fait nullement mention d'indications sur le destinataire de la soumission ;
- 3) Constate que les informations contenues dans la lettre de soumission signée par le Directeur général de l'entreprise GEOTOP INGENIERIE portant notamment sur la description des travaux, le délai d'exécution du marché, le numéro de l'appel d'offres correspondent aux exigences du DAO ;
- 4) Dit que cette erreur commise par la requérante, dans sa lettre de soumission, n'est pas substantielle en ce qu'elle ne suffit pas pour constituer un obstacle rédhibitoire à l'examen de son offre ;
- 5) Dit, en conséquence, que le grief soulevé par la Commune de Patar Sine sur ce point est mal fondé ;
- 6) Constate que les points 3.1 et 3.2 de l'annexe A du DAO exigent des candidats, entre autres :
 - une expérience générale de travaux à titre d'entrepreneur au cours des sept (7) dernières années à compter de 2013 qui précèdent la date limite de dépôt des soumissions ;
 - une l'expérience spécifique en tant qu'entrepreneur ou sous-traitant, justifiée par la réalisation d' au moins deux (02) marchés avec une valeur minimale de Deux Cent Cinquante Millions (250 000 000) F CFA chacun exécutés jusqu'à leur terme de manière satisfaisante et qui sont similaires aux travaux proposés ; cette expérience doit porter sur des travaux d'infrastructures portant sur 150 m² de chaussée en béton armé et 5000 m³ de latérite en couche de roulement de piste au cours des cinq dernières années à compter de 2016 ;
- 7) Constate que la requérante a contesté la qualification de l'attributaire provisoire relativement à l'expérience requise sans donner d'indications sur les critères en cause ;
- 8) Constate que l'attributaire provisoire a, au titre de l'expérience générale et spécifique, versé dans son offre trois (3) attestations de service fait relatives à des réalisations de pistes en 2017 et 2019 ;
- 9) Constate que ces informations contenues dans son offre diffèrent de celles contenues dans le rapport d'analyse, qui indique que l'attributaire provisoire a rempli le critère relatif à l'expérience sur la base d'une dizaine d'ouvrages réalisés depuis sa création en 2010 et des cinq (05) références qu'il a produites au titre de son expérience spécifique dont trois (03) jugées conformes, sans les nommer ;
- 10) Constate également que le rapport d'évaluation des offres tout comme l'offre de l'attributaire ne mentionnent nulle part la satisfaction du critère relatif à l'expérience

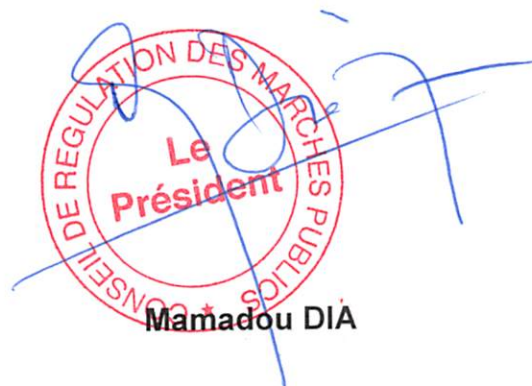
PO03-EN07 – 01



spécifique et portant sur des travaux d'infrastructures portant sur 150 m² de chaussée en béton armé et 5000 m³ de latérite en couche de roulement de piste ;

- 11) Dit que l'autorité contractante aurait dû solliciter de l'attributaire et/ou des émetteurs des attestations de service fait portant sur ces travaux aux fins d'apprécier la qualification de l'attributaire provisoire par rapport aux exigences liées à l'expérience spécifique ;
- 12) Dit que la décision de l'autorité contractante sur ce point, n'est pas justifiée ;
- 13) Déclare en conséquence le recours fondé ;
- 14) Ordonne la reprise de l'évaluation des offres et la restitution de la consignation ;
- 15) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) est chargé de notifier à l'entreprise GEOTOP INGENIERIE, à la Commune de Patar Sine, au Service régional des Marchés publics Pôle de Kaolack (SRMPPK) ainsi qu'à la Direction centrale des Marchés publics (DCMP) la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des marchés publics.

Le Président




Mamadou DIA

Les membres du CRD



Aïssé Gassama TALL



Moundiaaye CISSE



Mbareck DIOP

**Le Directeur général,
Rapporteur**

Saër NIANG



PO03-EN07 – 01

